

## DECLARATION DE DAKAR

La République Islamique de Mauritanie a vécu, le 3 août 2005, un coup d'Etat, sans effusion de sang, venu mettre un terme au régime de terreur et de dictature du Colonel Maawiya Ould Sid'Ahmed Taya qui, pendant deux longues décennies, avait imposé, à notre patrie, des purges sanglantes, parfois de nature raciste et génocidaire. C'est pourquoi la révolte salutaire de certains officiers supérieurs a suscité, aussitôt, la joie populaire et le réveil de l'espérance.

Il faut le réaffirmer avec force : ce sont bien les lourds sacrifices consentis par des patriotes, civils et militaires, au sein et en dehors de l'opposition conventionnelle, qui ont fortement affaibli le pouvoir de Ould Taya contribuant, ainsi, à accélérer sa chute, d'ailleurs devenue inéluctable.

Conscients du fait que l'éviction de Ould Taya ouvre une ère nouvelle et constitue une chance historique dans la reconstruction de la nation mauritanienne, nous, personnalités issues de divers courants de l'opposition et de la société civile, nous sommes retrouvées, à Dakar, afin d'apporter notre concours au projet de transition démocratique ; à ce titre, nous avons sollicité l'écoute du Président Abdoulaye WADE, en sa qualité d'ainé, de sage de notre sous-région, de Chef d'Etat d'un pays que tout lie à la Mauritanie et, enfin, de proche collaborateur du Président OBASANJO, Président en exercice de l'Union Africaine.

Nous fondant sur ses conseils avisés et soucieux de donner une chance aux nouvelles autorités de Nouakchott, nous avons décidé, de façon souveraine et solennelle, d'annoncer ce qui suit :

1. Notre soutien franc et sincère à une transition concertée. Selon nos vœux ardents, ceux de l'Union africaine et de la Communauté internationale, elle devra mener à l'instauration d'un Etat de droit, de la bonne gouvernance et de la démocratie pluraliste, pour que la Mauritanie vive, enfin, la justice et une véritable réconciliation nationale.

2. Notre option résolue pour la solution politique et pacifique des contradictions de la Mauritanie, choix qui impose, d'abord de notre part, une renonciation, sans ambiguïté, à

la lutte armée et à l'usage de la force comme mode de règlement des contradictions.

3. Notre revendication d'une amnistie pleine et entière qui devra permettre, aux Mauritanien(ne)s civils et militaires ; victimes, sous l'Ere Ould Taya, de condamnations arbitraires et

de poursuites pour " délits d'opinion et d'atteinte à la sûreté de l'Etat ", de jure, sans délai, de la liberté et de l'intégralité de leurs statuts et droits civils et politiques.

4. Notre détermination à voir les Mauritanien(ne)s, déportés, réfugiés et exilés, bénéficier,

immédiatement, d'un retour organisé et digne et du rétablissement intégral dans tous leurs droits. Les modalités pratiques et administratives se débiteront et s'appliqueront avec le concours des Etats d'accueil et des institutions internationales compétentes.

5. Notre soutien à la mise en place, lors d'une concertation nationale sans exclusion, entre toutes les forces vives de la Nation, d'un véritable

Gouvernement de Transition qui assurera le passage vers un pouvoir légitime, issu du libre choix des mauritanien(ne)s. Une telle rencontre recevra l'engagement, sur l'honneur, des membres du Conseil militaire et du Gouvernement, qu'ils resteront dans leur rôle d'arbitres et s'abstiendront de se porter candidats aux prochaines échéances électorales. La concertation définira le mandat et la durée du Gouvernement de Transition, dans le cadre d'un accord de la classe politique et de la société civile, formellement parrainé et suivi par l'Union Africaine.

6. Notre Coalition, au cours des délibérations de la consultation nationale, défendra un programme la transition, décliné ainsi qu'il suit :

- Elaboration d'une nouvelle constitution qui sera adoptée, par référendum, dans les six mois suivants. Elle garantira les libertés fondamentales, les équilibres essentiels de la Mauritanie et la diversité de son identité.

- Mise en place d'un Conseil National de la Concorde qui, pendant neuf mois, permettra d'apporter des réponses adéquates aux problèmes de fond de la Mauritanie, tels la cohabitation nationale, l'esclavage, la reconnaissance des actes de nature génocidaire commis sous Ould Taya, les autres vagues de purges politiques et de brutalités, l'indemnisation des victimes vivantes et des ayants droit des disparus et la place du pays dans son environnement régional.

- Préparation, pendant une transition apaisée, d'élections présidentielles et législatives, dans un délai maximal de douze mois. Une commission nationale, indépendante et souveraine, les supervisera. Elle sera désignée par consensus.

C'est une forte conviction de notre COALITION qu'une chance historique se présente à toute

la Mauritanie ; nous restons convaincus que la fin d'une dictature ouvre de grandes opportunités d'accomplissement collectif, par la fraternité et le développement. Peuple riche de ses langues, de ses cultures, de ses composantes, la Mauritanie nouvelle surprendra le monde et regagnera bientôt sa place parmi les vecteurs d'une Afrique de la renaissance et du progrès pour tous.

Enfin, nous lançons deux appels solennels :

- Aux forces politiques et à la société civile mauritanienne, afin qu'elles s'impliquent, dès maintenant, dans la présente initiative.

- A la communauté africaine et internationale, pour qu'elles apportent, tous leurs appuis et aide, à cette opportunité exceptionnelle d'un changement dans la paix.

Que Son Excellence le Président Abdoulaye WADE et l'Union Africaine reçoivent, ici, l'expression de notre gratitude chaleureuse et l'exhortation à suivre, de près, la mise en œuvre du processus de réconciliation et de renouveau en Mauritanie.

DAKAR, LE 14 AOÛT 2005

### SIGNATAIRES :

- ALLIANCE PATRIOTIQUE (AP)
- ASSOCIATION MAURITANIENNE DES DROITS DE L'HOMME (AMDH)
- CAVALIERS DU CHANGEMENT (CC)
- CONSCIENCE ET RÉSISTANCE (CR)
- FORCES DE LIBÉRATION AFRICAINES DE MAURITANIE (FLAM)
- GROUPE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES POUR LA DÉMOCRATIE ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (GERDES)
- GROUPEMENT MILITAIRE NÉGO-AFRICAIN POUR LE CHANGEMENT (GMNAC)
- ORGANISATION CONTRE LA VIOLATION DES DROITS HUMAINS (OCVIDH)
- SOS ESCLAVES
- FORUM NATIONAL DES ORGANISATIONS NATIONALES DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME (FONADH, 13 ONG)

## Réaction :

Je viens de prendre connaissance de la déclaration de DAKAR en date de ce jour ( 14/8/05 ) signée par diverses organisations et à chaud je tiens à rendre publique la mise au point suivante pour éviter toute confusion ou amalgame :

- Je suis complètement étranger à cette déclaration parce que j'estime qu'il appartient aux mauritanien(ne)s de négocier, discuter entre eux à l'effet de trouver solution à tous leurs problèmes, surtout que les nouvelles autorités en la personne du président du conseil militaire pour la justice et la démocratie a signifié à tous, sa disponibilité de rencontrer tout le monde à titre individuel et au titre des organisations et qu'il était indiqué d'exploiter cette opportunité avant de faire recours à toute volonté étrangère fut elle le voisin le plus proche.

- Il nous appartient tous (sociétés civile et politique) et à tous les niveaux, de travailler entre mauritanien(ne)s et d'éviter d'impliquer les étrangers dès lors, où entre mauritanien(ne)s, les perspectives de rencontres et de discussions sont balisées d'autant que nous revenons d'une longue période où nous n'avons jamais entendu une haute autorité déclarer sa disponibilité d'accorder toute rencontre à titre individuel et au titre des structures organisées ( politique et ONG ). Ne devons-nous pas saisir cette opportunité pour instaurer un réel débat entre mauritanien(ne)s et ne faire recours à l'étranger que lorsque les autorités nationales bloquent toutes les issues ?

Je demeure persuadé que la plupart de tous ceux qui ont signé cette déclaration l'ont fait pour le bien être de la MAURITANIE, raison pour laquelle et tout en souscrivant aux nobles idéaux énoncés par la déclaration, je les invite à saisir l'opportunité de la large ouverture d'audience actuelle que je souhaite permanente, à privilégier à tout prix les recherches de solutions entre mauritanien(ne)s et à travailler pour cultiver et enraciner un tel esprit particulièrement salutaire, pour l'avenir et pour le présent de notre pays.

ME BRAHIM OULD EBETY  
AVOCAT